

Conscience nationale et conscience régionale en France de 1815 à nos jours

M. AGULHON

Dans un colloque consacré à la théorie et à la pratique du fédéralisme comme forme d'Etat, la part de la France contemporaine (postérieure à la Révolution) devrait être mince. La France, monarchique, impériale ou républicaine, est en effet le type même de l'Etat unitaire, fondé en droit sur une nationalité unique, et en fait sur une administration fortement centralisée.

En présence de cette réalité massive, les réalités antagonistes ont été longtemps peu consistantes: l'aspiration théorique au *federalisme* ne tient qu'une faible place dans notre histoire des idées politiques; le souvenir et l'entretien des diversités régionales ne donne longtemps lieu qu'à un *régionalisme* sentimental, voué au culte du folklore mais sans débouché politique; la critique de l'Etat par les partis d'opposition exige beaucoup plus fortement la démocratisation de la source des instances centrales que leur affaiblissement par la *décentralisation*.

Acquise au début du dix-neuvième siècle, malgré des crises politiques graves, cette présence de l'Etat national unitaire se renforce encore tout au long du siècle et marginalise l'histoire du fédéralisme, du régionalisme ou même de l'idée décentralisatrice.

C'est parce que les choses changent au vingtième siècle que notre histoire devient, du point de vue de la présente réunion, intéressante. Le 'vingtième siècle' (qui en l'occurrence part plutôt de 1914-18 que de 1900) nous paraît commencer par mettre en crise l'impressionnant consensus national formé au siècle précédent. Et il nous semble aussi que c'est à la faveur de cette crise que les tendances centrifuges ont pu acquérir l'importance que nous leur connaissons aujourd'hui.

Nous avons donc choisi de concevoir cette présentation du cas français en diptyque (avant-après 1914-18) et, dans chacun de ces deux volets, de concentrer l'attention sur la dialectique de l'idée de Nation et de l'idée de Région. Nous y avons pris le risque d'une réflexion personnelle, subjective parfois sans doute. Cela nous est apparu plus utile, pour inaugurer une discussion véritable, que la reproduction en résumé d'exposés plus factuels dont nous donnerons les références.¹

1. La bibliographie est évidemment immense. On la retrouvera aisément à partir de synthèses récen-

Le 18 juin 1815 la France subit à Waterloo une défaite éclatante.

La France, ou plutôt l'armée française, avec à sa tête l'Empereur. Mais 'la France', qu'en pensait-elle? Si l'on considère d'abord cette portion des français qui savaient lire, pouvaient comprendre un événement, suivre un débat (peu importe ici qu'on les définisse comme 'classes instruites', le 'pays légal', ou 'la classe politique'), il faut reconnaître que seule une partie d'entre elles, et probablement la plus petite, perçut Waterloo comme une défaite et un fut affligée; l'autre partie y vit une victoire, comme elle voyait dans les ennemis des alliés. Si l'on considère maintenant la masse des français, notamment provinciale, rurale, paysanne, on y trouvera les patriotes affligés par Waterloo plus minoritaires encore: pour quelques régions du Nord, et du Nord-Est du pays où le peuple savait ce qu'était un ennemi, un envahisseur, un cosaque, un 'kaiserlick', et pouvait à l'occasion esquisser une résistance, il y en avait d'autres où la guerre, si même elle était connue, n'était qu'une catastrophe anonyme, et d'autres encore où existait un sentiment populaire contre-révolutionnaire qui se traduisit en explosion de joie à la nouvelle de la défaite. Le moins qu'on puisse dire de la conscience nationale est qu'elle n'existait pas dans la totalité des esprits, soit qu'elle fût occultée par d'autres valeurs, soit qu'elle fût inassimilable à des mentalités trop frustes.

Il ne paraît pas cependant que cette France si mal aimée ou si mal connue fut pour autant menacée d'éclatement. L'habitude d'y vivre ensemble y était ancienne; on n'y voit pas de velléités de dissidences. Sinon pourtant celle-ci, qu'a rappelée Charles de Rémusat dans ses *Mémoires*:² à Toulouse, au lendemain de Water-

tes auxquelles nous limitons cette note:

Pour des exposés théoriques commodes on se reportera à l'*Encyclopaedia Universalis*, articles 'Nationalisme' (par R. Girardet), 'Régionalisme' (par J. de Lanversin) et 'Fédéralisme' (par C.J. Friedrich), ainsi qu'au *Traité de Science politique* de G. Burdeau, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (1977).

Pour l'exposé des réalités françaises, mouvements, associations, etc..., l'essentiel se trouve dans le volume des Actes d'un Colloque tenu à Strasbourg en 1974: *Régions et régionalisme en France du XVIIIème siècle à nos jours* (Paris, 1977).

A ce tableau très solide et d'allure académique, on en ajoutera un autre, d'allure plus militante, le numéro spécial des *Temps Modernes* intitulé 'Minorités nationales en France', présenté par Yves Person (Août 1973).

Ajouter encore, bien que leurs points de vue soient plus spécialisés, deux autres ouvrages collectifs, *L'idée de race dans la pensée politique française contemporaine, préparé et présenté par P. Guiral et E. Témine*, ronéotypé, ed. du CNRS (1977) et *La région en question?*, Institut français des sciences administratives, section du Languedoc (Paris, 1978). Y voir notamment la contribution de J.A. Mazères.

Le plus récent exposé disponible en langue anglaise sur la question se trouve au tome II de la *France 1848-1945* de Th. Zeldin (Oxford, 1977).

Signalons enfin que les histoires de provinces de la collection 'Univers de la France' éditée par E. Privat (Toulouse) sous la direction de Ph. Wolff mènent l'histoire jusqu'au vingtième siècle et comportent toutes des exposés plus ou moins développés sur leurs régionalismes respectifs.

2. *Mémoires de ma Vie*, ed. par Ch. Pouthas (Paris, 1958) I, 214-15. Fils du préfet nommé à Toulouse par Louis XVIII, Charles de Rémusat, alors adolescent, était témoin direct.

loo, fin Juin et Juillet 1815, la parti ultraroyaliste s'empare de tous les postes d'autorité avec le soutien d'une masse populaire enthousiaste et exaltée, emplissant les rues de chants en dialecte local et de cris de mort contre les napoléoniens. Le duc d'Angoulême, neveu du roi restauré, couvre tout cela, et c'est un véritable *imperium in imperio*, momentanément indépendant d'un Paris dont on se méfie. Toulouse en effet soupçonne Paris parce que toute la moitié Nord de la France est occupée par l'étranger, et parce que le roi Louis XVIII y est entouré de notables modérés fort suspects pour le royalisme pur; alors...

n'était-ce pas servir la dynastie et l'autorité même que d'organiser ... toute une France du Midi véritablement monarchique, enfin, sous le drapeau blanc rehaussé de vert, un Royaume d'Occitanie? Ces mots furent prononcés dès les premiers moments et la pensée en flottait vaguement dans les esprits.

Comme on le sait, ce ne fut qu'une velléité. Et, comme on le voit, ce séparatisme moral relevait encore de la politique nationale: s'adosser aux provinces fidèles pour contrebalancer, en attendant de le reconquerir, un Paris compromis. Il en est partout ainsi: à Marseille aussi on fait la chasse aux patriotes (napoléoniens), mais ce n'est nullement dans l'espoir de rétablir un pouvoir provincial, c'est seulement dans celui que le pouvoir central redevienne 'bon'. La conscience régionale ne paraît pas plus forte, en ces temps troubles, que la conscience nationale, et même plutôt moins.

C'est à partir de ces faibles bases de départ qu'il faut examiner les évolutions ultérieures, en distinguant d'abord le dix-neuvième siècle du vingtième, tant le renversement de tendances au lendemain de la guerre de 1914-18 est évident.

I 1815-1914

Le dix-neuvième siècle nous paraît caractérisé par le renforcement de la conscience nationale, la faiblesse du régionalisme, et l'engourdissement quasi-total des minorités culturelles virtuellement séparatistes. A ce degré de généralité, aucune de ces trois assertions n'est contestable. Voyons donc plus avant.

La conscience nationale, en essor, va atteindre son apogée

De Waterloo à Verdun, le contraste est évident si l'on considère les termes de l'évolution. La conscience d'être français (conscience nationale) s'est étendue, elle s'est généralement accompagnée d'une affectivité positive (patriotisme), et elle a même parfois débouché sur l'idée que la Nation était la valeur suprême en politique (nationalisme).

Le patriotisme (employons ce terme pour simplifier) a gagné à la fois en extension politique et en profondeur sociale.

Depuis 1789, ou plutôt 1792, le patriotisme français était surtout cultivé par les partisans de la Révolution, de son drapeau (tricolore), de ses principes (Droits de l'homme, Souveraineté du peuple, lumières de la raison), bref par la Gauche, en son acception la plus large, et avec tous ses avatars possibles (républicain, orléaniste, bonapartiste).³ Or cette Gauche finit par gagner, et par devenir à la fin du siècle, sous la forme républicaine, la France officielle. Mais aussi, autre facteur de cette extension, cette Gauche a été rejointe par la Droite dans le culte de la France; ceci est moins connu et mériterait qu'on l'étudie mieux. La Droite pure, celle de la Contre-Révolution consciente, avait d'abord tenu assez à ses principes philosophiques pour prendre le risque de paraître anti-française en les préférant à la nation concrète: c'est le sens de l'émigration, et du retour des Bourbons 'dans les fourgons de l'étranger'. Or il est remarquable que cet 'ultracisme' anti-national n'ait guère duré; non seulement Louis XVIII et Charles X ont mené une diplomatie indépendante de celle de leurs 'Alliés', mais leurs partisans, même après la chute de la monarchie légitime en 1830, se sont déclarés de plus en plus nationaux. Il faut sans doute attribuer un grand rôle à l'Eglise catholique en cette affaire; c'est la religion en effet qui fournissait à cette Droite contre révolutionnaire l'ossature philosophique de sa pensée; or le catholicisme du dix-neuvième siècle, par réaction contre le rationalisme des Lumières, est intimement mêlé de traditionalisme, et c'est probablement par ce biais, parce qu'il est devenu une philosophie de l'ordre naturel des choses, de l'autorité, des hiérarchies, des groupes, des enracinements, qu'il a intégré la nation 'réelle' à son système de valeurs. Dès les années 40, les légitimistes sont capables de faire chorus avec les républicains contre l'anglophilie de Guizot. Plus tard, en 1870, malgré la pierre d'achoppement que la question romaine constituait (la défense du pape contre le roi d'Italie, question de principe pour la Droite cléricale, était contraire à l'intérêt diplomatique de la France en guerre), il y aura des concours royalistes ardents à la défense nationale, pourtant dirigée par Gambetta. Moins qu'on n'aurait voulu, certes, mais assez pour que les conjonctures morales de 1793 ou de 1815 paraissent bien révolues.

Sous la Troisième République, il devient vite évident que la Nation-France est l'objet non pas d'une mais de deux sacralisations, celle de la Gauche qui y voit le soldat des principes de 89, celle de la Droite qui y voit la Communauté terrienne naturelle. L'âpreté des conflits entre Droite et Gauche ne saurait faire oublier le fait que ces deux nationalismes, partis de principes opposés, cumulent leurs leçons pratiques. 'L'Union sacrée' était aussi une convergence des philosophies.

Cette extension du patriotisme sur la surface du champ politique s'accompag-

3. Pour cette appréciation des grandes familles politiques, nous suivons le classique *La Droite en France de 1815 à nos jours* de René Rémond (Aubier, 1963).

nait de sa pénétration dans la profondeur sociale du peuple.

Il n'est pas nécessaire d'y insister car tout a été dit sur cette oeuvre immense d'acculturation, venue du fond des siècles sans doute, mais approfondie, accentuée, parachevée par la Troisième République; on a bien dit aussi que cette acculturation a été à la fois modernisation des esprits par la modernité de la vie matérielle, alphabétisation, politisation, démocratisation, assagissement, et enfin inculcation de la conscience nationale. 'Par la route, par la caserne et par l'école' dit l'historien Eugen Weber, lequel eut, pour résumer cette histoire de la façon la plus elliptique qui soit, cette trouvaille de titre *Peasants into Frenchmen*.⁴

Naturellement, cette doublé évolution, en extension politique et en profondeur sociale, avait ses limites. La discipline et la résolution de la mobilisation générale d'Août 1914, pour impressionnantes qu'elles soient, ne doivent pas être considérées comme des accomplissements absolus. La thèse récente de J. J. Becker⁵ vient d'apporter sur ce point les nuances nécessaires. Et qui sait si, au cas où, gagnant la bataille de la Marne, les Allemands eussent occupé Paris, ils n'y auraient pas trouvé de collaborateurs? Reste que la force du patriotisme français en 1914-18 demeure incomparable si Pon songe à 1815, à 1940, ou même à 1870.

Mais on ne saurait achever cette esquisse de la conscience nationale française du dix-neuvième siècle sans l'envisager enfin du point de vue de sa contestation.

Qui la limite? Qui lui fait obstacle? Qui la critique?

On dira d'un mot que la Nation est alors contestée non pas d'en bas, mais d'en haut: entendons, non pas par des infra-nationalismes régionaux mais par des supra-nationalismes éthiques.

Rappelons, en anticipant un instant sur ce que nous aurons à dire des provinces, que le président de la République élu en 1913, Raymond Poincaré, l'homme-symbole du nationalisme français de ce temps, a inauguré son septennat par un voyage dans le Midi, qu'il a fait arrêter le train présidentiel en gare de Maillane pour inviter à déjeuner Frédéric Mistral, et que le patriarche du 'félibrige'⁶ en a accepté l'honneur. Cette récupération, comme on dirait aujourd'hui, du symbole provençal par le symbole français est significative. Pour Poincaré, l'anti-France n'était pas composée des Frédéric Mistral mais des Gustave Hervé (du moins avant qu'a son tour celui-ci...)⁷.

A l'idée que la Nation est la fin politique suprême (ce qui est le nationalisme, *stricto sensu*) s'opposent en effet les systèmes d'idées qui placent la fin suprême

4. *Peasants into Frenchmen* (Stanford University Press, 1977).

5. J.J. Becker, *1914. Comment les Français sont entrés dans la guerre...* (Paris, 1977).

6. Mouvement pour la renaissance de la langue et de la littérature provençale, créé en 1854 par Roumanille et Mistral. Frédéric Mistral vécut de 1830 à 1914.

7. Gustave Hervé, à l'extrême-gauche du parti socialiste SFIO, était avant 1914 le champion provocant de l'anti-patriotisme et de l'anti-militarisme. Il se rallia brusquement au patriotisme d'"Union sacrée" pendant la guerre.

ailleurs, dans le service de la religion catholique, ou dans celui de la morale de Lumières, ou dans celui de la révolution socialiste ouvrière, ou dans celui de l'individu. En France, au siècle dernier, c'était déjà une vieille histoire. Les plus actifs des rois de France avaient eu une politique extérieure gallicane, capable de s'opposer à Rome lorsqu'ils pensaient que l'intérêt français trouvait davantage son compte à s'allier avec des puissances protestantes ou même musulmanes; le nationalisme (avant la lettre) de François Ier ou de Richelieu était condamnable du point de vue des principes catholiques qu'ils étaient censés partager. Cette indépendance leur vaudra en revanche l'indulgence semi-paradoxe de l'historiographie républicaine. Vieille tradition, qui durera - *mutatis mutandis*. De Gaulle s'en souviendra encore en Décembre 1944 lorsque, bien qu'il partageait de toute évidence la conception libérale du monde de Roosevelt et de Churchill, il ira chercher à Moscou un contrepoids à l'influence anglo-américaine.

Ce supra-nationalisme de l'orthodoxie religieuse (catholique en Poccurrence au temps des rois) était pour quelque chose dans la facilité avec laquelle la Contre-Révolution fut d'abord anti-française, mais, nous l'avons dit, cela ne cessa de s'atténuer, en dépit des sursauts provoqués par l'épineuse question du pouvoir temporel du pape.

Le nationalisme français pouvait aussi être critiqué du point de vue de la morale des lumières, autre éthique plus universelle encore. Ce cas de figure resta cependant assez théorique au cours du dix-neuvième siècle, les républicains ayant réussi à se persuader que la France était, précisément, le meilleur représentant et défenseur de cette philosophie dans le monde.⁸ Toutefois, à la fin du dix-neuvième siècle, l'éthique universaliste se fit plus exigeante lorsque les forces d'extrême-gauche, socialistes ou anarchistes, eurent pris le relais du radicalisme dans la critique du pouvoir. Ceci est bien connu. Retenons-en seulement l'enseignement général. Dès avant 1914 il est clair que le nationalisme a pour principal challenger les moralistes, c'est-à-dire ceux qui, même en politique, pensent en termes de valeur universelle: Dieu, humanité, révolution mondiale, ou individu, la diversité des options ici importe peu.

Les formes concrètes de ces protestations étaient très faibles en 1914 (on sait combien rares furent les militants qui essayèrent de rester fidèles au pacifisme) mais leur principe existait virtuellement en tout esprit capable d'avoir garde le contact avec un humanisme laïque, ou encore avec un évangélisme.

Un beau roman français, *Roux le bandit*, d'André Chamson, nous fit jadis revivre et comprendre un insoumis de 1914. C'était un simple paysan cévenol. Mais

8. Pour étayer cette affirmation, on n'a que l'embaras du choix. Voir par exemple les commodes recueils de textes de P. Barral, *Les Fondateurs de la Troisième République*; R. Girardet, *Le nationalisme français* et M. Merle, *Pacifisme et internationalisme*, tous trois chez A. Colin, coll. U., Paris.

9. Grasset, 1925.

s'il refusait le belliqueux devoir national c'était comme huguenot, ce n'était pas comme 'occitan'.

Le régionalisme est à son plus bas degré

Ce patriotisme français du dix-neuvième siècle, soit qu'il reste humanitaire soit qu'il aille jusqu'au nationalisme, est couramment qualifié de jacobin. On entend par là que, soit comme cause, soit comme effet, l'idée de la France a été liée à celle d'un Etat unitaire et centralisateur, visant à réduire les français non seulement à l'obéissance mais encore à l'uniformité.

Ce tableau d'un 'carcan' jacobin ou napoléonien dans lequel nous vivrions encore a été trop souvent caricaturé, et il convient d'y regarder de plus près.

D'abord il n'est que justice de dire que le modèle achevé d'un unitarisme centralisateur et autoritaire est beaucoup moins 'jacobin' que napoléonien.¹⁰ Le carcan, lorsque carcan il y a, est bonapartiste. Les républicains, héritiers des jacobins, en même temps qu'aile marchante du camp du libéralisme, ont empli le siècle de luttes pour la démocratie, luttes généralement malheureuses de 1815 à 1879, victorieuses ensuite. En face de l'Etat ils ont tout de même fini par établir trois contrepoids appréciables: la série des libertés publiques, notamment celles de la presse, de réunion, d'association - le régime parlementaire fondé sur le suffrage universel - la démocratie locale par l'élection des maires au sein des conseils municipaux eux-mêmes électifs. Libéralisation réelle, décentralisation limitée mais non nulle,¹¹ tels sont les faits qui permettent de dire qu'en dépit de la fameuse continuité étatique on vivait autrement - et mieux - en 1900 qu'en 1800.

Ramené à ses justes proportions, la conception 'jacobine' de la Nation française républicaine se ramène à deux termes: le préfet, le département.

Le préfet, au chef-lieu du département, agent direct du Ministre de l'Intérieur, et coordinateur des services de quelques autres ministères, représente l'Etat et la République. La Troisième République l'a maintenu en lui donnant, comme faisaient déjà parfois Louis-Philippe ou Napoléon III, mais plus nettement encore, une interprétation de gauche, qui ne fut pas entièrement complaisante ou mythique. C'est parce que l'Etat se voulait moderne, progressif, novateur, et parce qu'il savait bien que les progrès de sa législation n'étaient pas acceptés partout du même coeur, qu'il avait à tenir la main à son application: après tout, sans la légis-

10. Bonne analyse à ce sujet dans l'un des articles d'Y. Person, 'Girondins et Jacobins, l'idéologie de l'Unité', dans le recueil cité des *Temps Modernes* (1973).

11. C'est à la fin du Second Empire que la décentralisation fut le plus fortement réclamée; contre l'autoritarisme impérial ébranlé elle faisait l'unanimité des opposants (programme de Nancy 1865), et le gouvernement E. Ollivier (formé en Janvier 70) accepta même de former une commission d'étude officielle sur ce problème.

Voir l'exposé de Burdeau, *Traite de science politique*, II, 295; B. Le Clère et V. Wright, *Les Préfets du Second Empire* (Paris, 1973), et B. Basdevant-Gaudemet, *La commission de décentralisation de 1870* (Paris, 1973).

lation, sans l'administration et sans l'autorité de l'Etat, plus d'un département français de l'Ouest n'aurait pas eu d'école laïque en ses campagnes; or il était juste qu'il en eût. De même aux Etats-Unis, paradis du fédéralisme, la juste cause de l'égalité raciale a souvent besoin que l'administration fédérale (centrale) se fasse forte aux dépens de droit des Etats.

Dans la théorie des démocrates français, la décentralisation achevée, qui eût impliqué la suppression des préfets, restait un idéal à moyen terme, en attendant que les valeurs communes de la cité fussent plus complètement acceptées.

Justifié ou non, le préfet, donc, demeurait, et son cadre d'action était le département. Ce découpage de la France, effectué en 1789-90, établissait des circonscriptions à status et régime communs (par contraste avec la variété extrême des privilèges des anciennes provinces ou pays, diversité peu pratique, et par elle-même assez injuste); il les faisait entièrement nouvelles (par une nomenclature tirée de la géographie physique et excluant toute référence historique);¹² et il les faisait proches des citoyens (en évaluant leur étendue d'après la possibilité d'accéder en un jour au chef-lieu). L'ennui était que cette dernière disposition amenait les départements à être relativement petits, donc faibles par rapport à l'Etat ('Un quatre-vingt troisième d'influence'... a-t-on dit, en une formule célèbre, appliquée il est vrai au département de la Seine, qui ne s'en tenait pas la!). Les théoriciens du régionalisme tireront toujours argument de cette faiblesse-la.

En fait le département est très vite entré dans les moeurs. C'est dans son cadre que se sont installées les administrations nouvelles, incontestablement plus rationnelles et commodes que celles que laissaient l'ancien régime; et c'est dans son cadre qu'a été vécue, canalisée, parfois personnalisée la Révolution... ou la Contre-Révolution (songeons à la Vendée, nom artificiel de département, vite devenu plus cher au coeur des royalistes que le Bas-Poitou).

D'autre part, l'Etat français du dix-neuvième siècle n'a jamais hésité à dépasser le cadre départemental quand la commodité d'une branche particulière d'administration l'exigeait: ressorts de cour d'appel pour la justice, régions militaires pour l'armée, rectorats pour l'Université, archidiocèses pour l'Eglise catholique, autant d'instances supra- et interdépartementales que l'on a créées, dès le Consulat et l'Empire, sans hésiter, et qui ont bien fonctionné.¹³ Simplement, leurs tracés ne coïncidaient pas, leurs chefs-lieux n'étaient pas toujours les mêmes, et il n'y avait aucune instance de coordination entre elles à l'échelon régional qui leur était commun. En avait-on besoin? Lorsque - disons-le par anticipation - la Qua-

12. A la seule exception de la Corse, rebaptisée ainsi sous le 1er Empire par fusion des deux départements du Golo et du Liamone, et de la Savoie et Haute-Savoie, incorporées en 1860, sous le Second Empire.

13. Pour les détails, se reporter à F. Ponteil, *Les institutions de la France de 1814 à 1870* (Paris, 1966).

trième République recréera des régions, ce ne sera pas pour pouvoir coordonner un procureur général, un recteur et un archevêque, ce sera pour tenter de mieux maîtriser le développement économique du pays. Or, au dix-neuvième siècle, on ne considérait pas encore que ce genre de tâche relevait directement de l'Etat.

La France du siècle dernier a donc vécu sans régions, ou plutôt sans régions officielles; sans autre région, si l'on veut, que la connaissance empirique d'un ensemble géographique coïncidant (Auvergne, Bretagne,...) ou ne coïncidant pas (Pyrénées, bassin parisien,...) avec le souvenir d'une ancienne province.

Dans ces conditions le rétablissement d'une véritable instance administrative régionale, qui eût rappelé inévitablement les anciennes provinces ou généralités, aurait eu si évidemment un côté de restauration politique, il aurait été si évidemment fait 'pour le principe', qu'il ne pouvait être sérieusement envisagé, et qu'il ne le fut pas.

En dehors des velléités émises par les légitimistes lors de leur complot de 1832,¹⁴ il n'y eut pas de régionalisation *politique*. Il y eut des aspirations décentralisatrices, et nous avons dit jusqu'à quelles limites elles eurent satisfaction. Il y eut des éloges du fédéralisme, mais dans des contextes plus théoriques que pratiques (Tocqueville, Proudhon).¹⁵ On ne voit guère de problème de la région.

On voyait cependant des problèmes de diversité régionale, mais à une autre échelle, et avec une interrogation plus morale qu'administrative. Dès le début du dix-neuvième siècle, on voit la France comme composée d'un 'Nord' et d'un 'Midi', le Nord étant ce qu'on atteint assez aisément de Paris, et qui *grosso modo* lui ressemble, le Midi étant par excellence ce qui est à la fois, pour la capitale, lointain et différent, pour ne pas dire inquiétant et exotique.

Napoléon Ier eut quelque temps l'Empire français divisé en quatre 'arrondissements de police générale', le premier étant pour Paris, le quatrième pour les départements annexés (Italië, etc...), les deux autres se partageant la France provinciale selon une ligne très grossièrement transversale.

Mais ce sont surtout les règnes laborieux, savants et pacifiques des monarchies d'après 1815 qui firent apparaître, grâce aux progrès de la statistique, cette idée des deux France.¹⁶ Charles Dupin dans ses *Forces productives de la France*, Ville-neuve-Bargemon, dans son *Economie politique chrétienne*, D'Angeville dans son *Essai sur la population française*, en attendant Maggiolo et ses célèbres enquêtes rétrospectives sur les degrés différents d'alphabétisation des français, s'accordent

14. J.P. Garrier, dans sa biographie de *Charles X* (Paris, 1967), d'après les anciennes recherches de Gautherot, cite, page 386, la liste des dix-huit Généralités que la duchesse de Berry aurait rétablies.

15. Voir J. Touchard et collaborateurs, *Histoire des idées politiques*, II (Paris, 1962).

16. Pour ceci, le plus commode exposé est dans la longue introduction écrite par E. Le Roy-Ladurie pour la réédition du D'Angeville, texte reproduit dans Le Roy-Ladurie, *Le territoire de l'historien* (Paris, 1973) I, 349-92.

à peu près à ceci: Le 'Nord', c'est en réalité la région parisienne, allant jusqu'à la Loire vers le Sud, jusqu'à la Manche (Normandie incluse) vers l'Ouest, et jusqu'aux frontières du royaume vers le Nord, le Nord-Est et l'Est (Bourgogne et Franche-Comté incluses). Le 'Midi' c'est tout le reste au sud de la ligne Saint-Malo-Genève, c'est-à-dire en fait toutes les parties centrales, méridionales, et même occidentales de la France (des Pyrénées à la Bretagne incluse); on dirait mieux: Ouest Centre et Midi.

Et les contrastes d'affluer: au Nord, on trouve surtout des plaines, une agriculture plus productive et moins misérable, des communications plus faciles, déjà des industries modernes à l'instar de l'Angleterre et de la Belgique (la trinité industrielle française, c'est alors Rouen, Lille et Mulhouse); des habitants en majorité alphabétisés, payant mieux leurs impôts, plus dociles à l'obligation militaire, etc... Ailleurs, c'est la France des pauvres, avec presque tous les massifs montagneux et les pays de bocage, les paysanneries arriérées et misérables, les routes rares et difficiles, pas d'industrie moderne, taux élevés d'analphabétisme, l'étrangeté, l'indocilité, la rébellion facile, etc...

S'y ajoute très vite l'idée que le caractère national français, depuis l'usage de la langue jusqu'à l'acceptation aisée du drapeau tricolore, est plus spécialement celui de la France du Nord-Nord Est, et que le reste est un peu moins français. 'La vraie France, la France du Nord', écrit Michelet dans son *Tableau de la France* de 1831.

Au contraire, de la Bretagne à la Provence en passant par l'Auvergne ou la Gascogne, il arrive qu'on ne parle même pas le français; on a - au minimum - des moeurs et des coutumes originales; et l'on est plus souvent contre-révolutionnaire. Vers 1830 c'est encore ce dernier trait qui frappe le plus. Traditionalistes, provinciaux à l'état pur, ces français un peu moins français, ayant été moins pénétrés de jacobinisme, sont restés plutôt plus dociles à l'Eglise, du moins ils le paraissent, et c'est pour cela que la Droite les trouve bons. Cette France Ouest-Centre-Midi, que nous caractériserions aujourd'hui tout simplement par son retard de 'développement', c'est en effet celle sur laquelle les notables légitimistes fondaient leurs espoirs, où ils se sentaient populaires, et où, par conséquent, les préfets de Louis-Philippe, de l'Empire libéral et des Républiques se sentiraient souvent eu pays de mission.¹⁷ Au moins jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, il n'y avait pas de problème régional mieux perçu que celui-là.

Or il paraissait en voie d'atténuation, et il l'était en effet. On doit se contenter ici de dire, sans entamer une démonstration détaillée qui serait fastidieuse, que sur tous les termes de contraste global énoncés tout à l'heure, l'évolution du

17. Pour cet aspect politique de la division culturelle, le meilleur tableau est celui que donne A.J. Tudesqu dans *Les grands notables en France (1840-1849)* (2 vol.; Paris, 1964).

siècle va rapprocher le 'Midi' du 'Nord, qu'elle va - comme on voudra dire - le franciser, le civiliser, ou le développer.

Il fallait sans doute que la France 'sauvage' soit un peu désensauvagée pour qu'on s'aperçoive mieux de ce qui nous frappe aujourd'hui: c'est dans cette France déjà réputée globalement moins nationale que se trouvent la plupart des régions où le français n'est pas la langue maternelle du peuple: Bretagne, régions de langue d'Oc, pays Basque, Roussillon (Catalogne Nord) et Corse. Les exceptions sont de deux sortes: il y a des pays à langue non française qui sont situés dans la 'bonne' France du Nord-nord-est (Alsace et Lorraine germanophone, pays flamand, régions de parler 'franco-provençal')¹⁸ - comme il y a des pays de langue française en France sous-développée du 'Midi' (Ouest intérieur armoricain, Berry, etc...)- Mais elles atténuent sans l'effacer entièrement la coïncidence majeure déjà dite.

Encore une fois, ceci n'était pas alors si clairement perçu, et d'autant moins sans doute que la science linguistique du temps, qui n'était pas la nôtre, était moins bien armée pour distinguer entre les 'patois', ceux qui étaient dérivés de la langue d'oïl de ceux de langue d'oc ou d'autres dialectes.

Bref, l'originalité linguistique du breton, du provençal ou du basque était comme occultée, à demi noyée, dans la rusticité englobante et multiforme du grand ensemble de la France arriérée. C'est pourquoi sans doute le problème des particularismes culturels, notamment linguistique, le problème des 'ethnies', voire des 'minorités nationales', problème de notre siècle, ne pouvait guère être perçu dans les mêmes termes au siècle précédent. Peut-être cependant y avait-il à cela des raisons spécifiques, auxquelles il convient d'arriver maintenant.

Les consciences régionales sont engourdies

On parle aujourd'hui volontiers 'd'ethnies' pour désigner les huit groupes humains qui parlent (ou dont les ascendants ont parlé) une langue non française; l'un d'entre eux, 'l'Occitanie' est immense: tout ce qui est au sud d'une ligne brisée Bordeaux, Limoges, Lyon, Nice.

Le régionalisme révolutionnaire actuel, qui tente d'y maintenir, ou parfois d'y créer, des consciences régionales actives, débouchant sur une exigence de fédéralisme, sinon de séparation, se demande pourquoi ces consciences régionales (ces nationalismes régionaux) ont été à ce point absentes de notre histoire d'hier; pourquoi, en d'autres termes, le dix-neuvième siècle présente une telle solution de continuité entre les subversions qu'affrontait Louis XIV et celles qui embarrassent la Cinquième République.

18. Aire géographique très grossièrement limitée par le triangle Lyon-Grenoble-Lons le Daunier et dans laquelle le parler ancien serait, selon la linguistique actuelle, distinct à la fois de la langue d'oïl (français) et de la langue d'oc (ou occitan).

Cela a pu donner lieu à d'intéressantes analyses, dont on fera son profit, en les dégageant d'outrances polémiques parfois insupportables. La somme la plus complète s'en trouve dans l' numéro spécial sur 'les Minorités nationales en France' publié par les *Temps Modernes* en 1973 et notamment dans les contributions de Robert Lafont et d'Yves Person.

La première raison est qu'en 1789 la conquête des régions périphériques, non françaises, par les rois de France était déjà ancienne (la Corse mise à part) et que la francisation avait déjà beaucoup d'acquis. Depuis François Ier les actes publiés étaient rédigés en français (encore faut-il noter que le français y remplaçait le latin, et non les langues locales), le roi se faisait servir par des 'officiers' (nous dirions fonctionnaires) qui pouvaient être français, et non pas toujours du pays; les relations établies au niveau de la cour et des hautes aristocraties diffusaient un modèle de culture, de goût artistique, de civilisation française que tous les lettrés aspiraient à connaître; aussi toutes les bourgeoisies savaient-elles le français en 1789.

La deuxième raison est proposée par Robert Lafont au terme d'une analyse d'inspiration marxiste, et se fonde sur l'économie. Dès avant 1789, et à plus forte raison au dix-neuvième siècle, le cadre géographique de l'Etat français a modelé l'économie, les activités productrices neuves ont été attirées au Nord, les grandes villes et ports du Midi se sont voués à l'échange plus qu'à la création et à l'investissement créateur; de là viendrait qu'il n'y a pas eu, même à Marseille, Lyon ou Bordeaux, de véritable bourgeoisie capitaliste régionale qui puisse être la classe dirigeante d'une nationalité; les grandes bourgeoisies régionales auraient préféré, par faiblesse ou par 'trahison' objective, soit le repli vers l'investissement terrien régional, soit l'intégration à la grande bourgeoisie française, à ses affaires nationales et à son appareil d'Etat.

La troisième raison de la francisation des territoires ethniques différents est évidemment l'entreprise éducatrice esquissée par les rois, programmée par la Révolution, poursuivie après elle et surtout intensifiée et parachevée sous la Troisième République. L'école primaire obligatoire a répandu systématiquement l'usage de la langue française; elle inculquait, en même temps, la connaissance d'une histoire de France outrageusement simplifiée; les contours de la Gaule décrite par César, coïncidant à peu près, par chance, avec ceux de la France en 1870, la France devenait un objet historique stable que les conquêtes des rois capétiens ne cessaient de remplir, de reconstruire, d'achever, tandis que les forces centrifuges contraires à cette vocation historique étaient omises ou blâmées.

Enfin, dernière raison, ce qu'il y eut de nostalgie régionale ou provinciale au dix-neuvième siècle ne pouvait constituer une source de nationalité, ni s'avérer dangereux pour l'Etat français; en effet, en l'absence de bourgeoisies régionales dynamiques, les forces de maintenance des souvenirs, des traditions et des parlers

locaux furent naturellement passésistes, souvent réactionnaires et cléricales;¹⁹ contre la France de 1789, ces propriétaires fonciers, ces avocats de province, ces conservateurs de musée, ces prêtres érudits exaltaient aussi volontiers leur province au temps des rois que leur province aux temps plus anciens de l'indépendance; ruralistes d'instinct, ils abandonnaient volontiers la ville (leurs villes) à la modernité nationale. Réduits à un folklorisme, ils étaient même récupérables.²⁰ Citons ici Robert Lafont (à ces provincialistes réactionnaires typiques du dix-neuvième siècle):

il arrive d'être utiles même à une bourgeoisie engagée dans l'aventure industrielle [nationale]. Ils lui offrent la référence commode à un univers où les conflits s'obscurcissent. Félibres et bardes, en célébrant leurs provinces idylliques, construisent les 'parcs spirituels' [allusion aux 'parcs nationaux' ou 'parcs naturels' récents] où l'on peut venir se reposer d'affaires sérieuses.

En folklorisant pour une représentation colorée le destin de leurs peuples, ils préparent aussi l'utilisation touristique de leur pays. Le pays basque, la Corse, la Camargue pittoresque, ce sont les matrices esthétiques où se coulera, du Second Empire à nos jours, l'entreprise capitaliste du tourisme.

1907 résumé tout. Ce printemps-là, comme on sait,²¹ un puissant mouvement de protestation secoua le Midi viticole, notamment les départements languedociens de l'Aude et de l'Hérault. Il présentait déjà les deux éléments dont le régionalisme d'aujourd'hui fait volontiers un mélange détonant: la particularité linguistique (on parlait occitan) et la frustration économique (mévente du vin à cause du négoce et de la législation 'de Paris'). Or, deux constatations s'imposent: d'une part, le maître et symbole incontesté de la défense de la tradition du Midi, Frédéric Mistral, refusa de cautionner et d'aider les vigneron (et ceci donnerait raison aux analyses critiques de Lafont sur le régionalisme d'autrefois); d'autre part, le mélange détonant n'exploda pas. Ce qui frappe aujourd'hui, au contraire, c'est la rapidité et la facilité avec lesquelles le mouvement céda à quelques concessions et à quelques manœuvres secondaires du gouvernement. Rien ne montre mieux la faiblesse des consciences régionales, ou, pour prendre le point de vue inverse, le succès de l'acculturation nationale, que le respect massif de la démocratie française par le Midi rouge.

Toutes les analyses, qui précèdent, du problème des 'minorités nationales' au

19. Pas toujours. Comme exemple d'une intéressante exception, le félibrige rouge, on peut citer la biographie de *Louis Xavier de Ricard* par J.M. Carbasse (Montpellier, s.d.[1977]).

20. Pour savoir combien étaient assagis, à Toulouse, vers 1860, les fils et héritiers spirituels des fanatiques de 1815, on lira sous la plume du même témoin, Ch. de Rémusat, le récit de sa réception à l'Académie des Jeux Floraux. (*Mémoires de ma vie*, 183-84).

21. Le récit le plus récent est de Félix Napo, *1907, la révolte des vigneron* (Toulouse, 1971).

dix-neuvième siècle, nous paraissent ouvrir la voie à des réflexions historiques utiles, parfois même franchement convaincantes. Mais, comme on l'a déjà dit, elles sont souvent portées par un discours polémique qui ne va pas sans outrances, ou qui laisse en tous cas la place à la discussion.

C'est une idée en passé de devenir banale aujourd'hui que de dénoncer comme artificielle la construction du sentiment national français. La France a été fabriquée.²² Soit. Mais qu'est-ce qui est naturel en histoire? existe-t-il d'autres naturels en histoire que des artificiels qui ont duré? La durée n'est-elle pas la seule matière de l'histoire? arrêtons-nous au seuil de ce problème philosophique, en retenant seulement qu'il existe, et qu'il exclut les solutions péremptoires.

On pourrait d'ailleurs opposer artifice à artifice. L'Occitanie, comme ensemble historique totalisant Provence, Dauphiné, Languedoc, Gascogne, Limousin, Auvergne, etc... n'a jamais existé; elle n'est qu'un espace linguistique, auquel on tente aujourd'hui de donner une conscience par une entreprise largement aussi volontariste que l'entreprise française d'antan. Même comme espace linguistique, d'ailleurs, elle est volontariste pour la plupart de ses tenants. Un nombre appréciable des jeunes militants actuels de la conscience occitane, n'ont jamais connu que la langue française, et, avant de 'défendre' 'leur' langue de pays ils entreprennent de l'apprendre.

L'inculcation de la conscience nationale s'est faite, dit-on, par voie pédagogique. On fait grand cas de cet inspecteur visitant telle école de la Lozère sous le Second Empire et constatant que l'écolier ne savait pas qu'il était français; - mais cela prouve-t-il que la conscience française, qu'il n'avait pas encore, allait tuer une conscience régionale antérieure? si on avait demandé à cet enfant s'il était occitan, auvergnat, ou gévaudanais, il n'eût sans doute pas répondu davantage. Si on lui avait demandé d'où il était, il aurait sans doute dit le nom de son village. La conscience d'appartenance à un espace large est nécessairement abstraite, donc objet d'apprentissage, et la province historique n'est pas plus naturelle que l'Etat.

Plus justes sont les critiques du régionalisme actuel qui s'en prennent à l'histoire de France élémentaire qui a accompagné la pédagogie nationale du dix-neuvième siècle. 'Nos ancêtres les Gaulois' sont une simplification abusive; simpliste, sélective, sont les termes qui conviennent trop souvent à cette histoire officielle. 'Mensongère' serait trop dire. Et les contre-histoires régionales que diffusent 'pour rétablir la vérité' les régionalismes actuels ne sont pas non plus à l'abri de la critique. Encore un débat qu'il convient seulement de signaler, mais qu'il serait in-

22. C'est ce que l'opinion publique contestataire d'aujourd'hui a surtout retenu de l'ouvrage aigu, critique, parfois hypercritique de Zeldin sur la *France*. Cf le compte-rendu du quotidien d'extrême-gauche *Liberation*, n° du 5-6 août 1978.

convenant, ou trop long, de poursuivre ici.²³

Le principal reproche cependant qu'on peut faire à l'examen critique que le régionalisme actuel fait de l'histoire du dix-neuvième siècle, c'est d'en surestimer le volontarisme et le totalitarisme. Il n'est certainement pas vrai que la transformation des minoritaires 'into Frenchmen' ait été seulement voulue et organisée d'en haut; elle a aussi été souvent souhaitée d'en bas; il y a dans cette formation, ou transformation, toute une part d'effet spontané des échanges, des intercommunications, des imitations, des aspirations à l'ascension économique, etc... qui est aussi sous-estimée que les facteurs de pression d'Etat sont surestimés. Un dosage équilibré reste à faire entre tous ces facteurs.

Il n'est enfin pas vrai non plus que l'Etat français ait voulu, par tous ses agents, détruire les consciences régionales et en extirper les parlars. L'expression de 'genocide culturel', outre qu'elle est quasiment diffamatoire parce que 'genocide' ne peut pas ne pas faire penser à Hitler, ne correspond pas à la réalité. S'il est vrai que l'école primaire a voulu se faire en français, avec pour but avoué que tous les citoyens connaissent cette langue, il n'y a pas tracé de persécutions de l'usage des langues régionales en dehors de l'école, sur les marchés, dans les cafés, dans les journaux; pas tracé de tracasseries contre les sociétés de maintenance culturelle. Et on connaît un assez bon nombre de républicains, même très avancés, qui gardaient ensemble avec quelque fierté leur culturalisme régional et leur conscience politique nationale. La Troisième République a été à la fois pédagogue et - quoi qu'on en dise - libérale. Ceux de ses politiciens ou de ses fonctionnaires qui ont souhaité que les dialectes non français disparaissent ne sont certainement pas plus représentatifs que ceux qui ont fait du bilinguisme leur idéal. C'est en tous cas encore une étude à faire.

Quant à l'idéal de bilinguisme, il était, en 1914, très largement réalité. Le bouleversement économique de ce siècle-ci a beaucoup plus fait pour tuer les langues locales que l'école de Jules Ferry. Ceci nous amène, précisément, à changer de siècle.

II DE 1914 A NOS JOURS

Ici encore il nous faudra envisager séparément les destinées du sentiment national français, celle de la politique régionale officielle, et celle des consciences régionales minoritaires, et sans doute tenir compte davantage de la chronologie, ou plutôt des chronologies, celle qui coupe le vingtième siècle français autour de la catastrophe politique de 1940, et celle qui le divise en fonction de la mutation économique du milieu des années 50.

23. A titre d'exemple, voir le courageux article critique de Gérard Cholvy, 'Histoires contemporaines en pays d'oc', dans les *Annales ESC* (Juillet-Août 1978).

Le patriotisme français est en régression - ou du moins en bouleversement

Paradoxalement, la guerre de 1914-18, qui fut son plus grand accomplissement, lui a porté un grand coup. La 'grande guerre' a été en effet vécue, pendant quatre ans, par la quasi-totalité des hommes adultes, comme une épreuve infernale, l'enfer glacé des tranchées alternant avec l'enfer brûlant et meurtrier des bombardements et des assauts. Et elle a endeuillé plus d'un million de familles. Ce traumatisme, si l'on peut employer ce terme commode, a affecté la nation et nourri un pacifisme de lassitude et d'effroi qui est venu renforcer un pacifisme philosophique et moral, ancien mais jadis marginal. La guerre s'est aussi accompagnée d'une propagande officielle qui a poussé loin l'exaltation nationaliste et l'outrance chauvine. Cela aussi suscita, chez beaucoup, une réaction de rejet. Cette double hostilité, contre la guerre et contre le chauvinisme, a rejailli au moins partiellement sur le patriotisme lui-même, qui, à tort ou à raison, leur paraissait lié. Il ne faut pas s'étonner dès lors que le premier après-guerre ait vu un tel essor des systèmes de pensées qui contestent le nationalisme au nom d'éthiques supérieures et d'engagements supra- ou internationaux.

Le plus répandu est le 'Wilsonisme' dont le symbole français est Aristide Briand, et dont les principaux supports sont les partis de gauche (radical, et socialiste SFIO); il met l'accent sur une diplomatie de la Sécurité Collective, l'espoir dans la Société des Nations, et va parfois jusqu'à l'idée d'organiser l'Europe. Toutefois, semblable en cela au républicanisme des grands ancêtres du dix-neuvième siècle, cet idéalisme de la Gauche s'efforce de maintenir lié son humanisme de l'universel avec le patriotisme français, l'idée étant toujours admise que la France se conduit, doit se conduire, ou a mission de se conduire, selon le Droit. Les communistes vont plus loin. Dans la longue phase de leur histoire qui va de 1920 à 1934, leur attachement à la Troisième Internationale et à la 'patrie du socialisme' s'accompagne d'un véritable nihilisme national appliqué aux autres pays. 'On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels'. La formule est d'Anatole France, intellectuel de gauche avant 1914, rallié au communisme après guerre. Transition commode... L'antinationalisme d'une extrême-gauche pacifiste, révolutionnaire, hostile à toutes les valeurs bourgeoises avait toujours existé en effet; le PCF des années 20 est bien l'héritier du courant anarchiste et anarcho-syndicaliste d'avant-guerre, mais un courant auquel le pacifisme et la révolte nées de la guerre ont ouvert la voie d'une plus large extension.

Révolutionnaire, le PCF épouvante; à Droite on s'exagère sa force, et on redoute surtout qu'une démocratie libérale sache mal lui résister. D'où la tentation de l'autoritarisme, dont le fascisme italien puis son émule hitlérien donnent l'idée. Cela aussi n'est pas sans incidence négative sur l'histoire du patriotisme français. On le voit bien lors de la guerre civile espagnole. A cette date (1936) la

France a sur deux de ses frontières, le Rhin et les Alpes, deux voisins puissants, armés, et qui sont ses ennemis virtuels. L'installation sur les Pyrénées d'un régime soutenu par les allemands et les italiens était évidemment un péril; l'intérêt national français était évidemment que l'Espagne restât un pays libéral. Or le fait est que, nonobstant cette évidence nationale, la Droite française presque entière prit le parti du fascisme (ou quasi-fascisme, ou pseudofascisme) espagnol.²⁴ C'est dire que son nationalisme traditionnel cédait la place à une sorte de nouveau supra-nationalisme, celui d'une internationale contre-révolutionnaire informulée mais présente en bien des esprits. Pacifisme, communisme, fascisme, cela fait beaucoup de concurrents pour le patriotisme d'antan. Il est vrai que depuis 1934 les communistes français ont brusquement rejoint le camp d'un patriotisme aux accents néo-jacobins. Mais cette conversion est trop brusque pour être crédible (de fait, 1939 les verra revenir pour quelques mois - mais décisifs - au nihilisme national) et elle exaspère leurs adversaires au lieu de les amadouer. La force accrue qu'en tire le PCF ne fait qu'accentuer la tentation d'une partie de la Droite vers le fascisme, c'est-à-dire en fait vers une perspective de tutelle extérieure.

Au milieu de tous ces tourbillons, spectaculaires, éclatants, et qui se parent de la nouveauté, le patriotisme français classique paraît, comme l'esprit républicain auquel il est lié, une sorte de centrisme, au dynamisme ralenti. Il est certes largement majoritaire dans la classe politique et dans le personnel dirigeant, de Paul Reynaud à Léon Blum. Mais cette classe et ce personnel n'ont plus dans le pays les liens nombreux et solides que les précurseurs avaient tissés à la haute époque. Sans ces considérations, on ne saurait comprendre l'effondrement national, moral autant que militaire, de 1940.

Un remède, comme on dit, est-il sorti de l'excès du mal? Le patriotisme français a-t-il été rajeuni, rafraîchi, revigoré dans la Résistance? On pourrait le croire, et il y en eut quelques apparences. Pourtant, si difficile que soit l'analyse sur une période désormais bien proche et, au fond, non encore close, il semble bien que le pronostic reste pessimiste.

La guerre de 1939-45, bien différente de celle de 1914-18 en tant qu'expérience physique directe, n'en a pas été moins traumatisante comme expérience morale: les camps de concentration nazis, l'usage de la torture par la Gestapo, la bombe atomique peuvent nourrir, et ont nourri, tout autant que 'l'enfer de Verdun', le

24. Même, en Provence, les félibres! Au temps du Second Empire, Frédéric Mistral, alors assez hardiment décentralisateur, et 'nationalitaire' avant la lettre, avait en quelque sorte jumelé son mouvement provençal avec le mouvement catalan. L'hymne du félibrige, la 'Coupo Santo', est même sorti d'une de leurs fêtes communes. Or, en 1936, le régionalisme catalan, la Catalogne tout entière, est dans le camp républicain, contre Franco. Pour les bien pensants, elle est donc dans le camp des Rouges! Alors, dans les congrès félibréens, on refuse de porter le 'brin' (le toast) aux frères catalans! Dans le félibrige le sentiment contre-révolutionnaire universel étouffait ainsi la logique du provincialisme. (Souvenir d'un témoin recueilli à Marseille vers 1960).

pessimisme et la lassitude, la répulsion à l'égard des violences et des Etats, l'aspiration à un ordre mondial ou la fuite vers la quête individuelle des valeurs morales. L'ONU et l'Europe d'un côté, mille formes inavouées d'individualisme ou d'anarchisme de l'autre, en bénéficieront davantage que les engagements de politique classique.

Ajoutons, de 1947 à 1962, les guerres de la décolonisation: en révélant à une large partie de l'opinion française l'échec de la vieille entreprise coloniale et les abus qui l'avaient souvent accompagnée, elles privent le patriotisme français des justifications qu'il tirait de sa puissance mondiale et de sa mission humaine.

Ajoutons encore l'évolution, latente depuis 1926,²⁵ accentuée avec la Résistance, éclatante depuis le concile de Vatican II, de l'Eglise catholique; elle a pratiquement retiré au nationalisme français son soutien; elle a, bien au contraire, rejoint le camp de l'affirmation des valeurs humanistes, fût-ce contre les patries.²⁶

Ajoutons enfin que les deux forces politiques qui sont les plus fidèles au nationalisme français à l'ancienne, le gaullisme et le communisme, forment une coalition affaiblie d'abord parce qu'elle est inavouée,²⁷ et affaiblie aussi par les après singularités de chacun de ses deux éléments. Il est vrai qu'à l'arrière-plan de cette coalition nationaliste, toute politique, il y a une large réserve sociale de nationalisme populaire exacerbé par les difficultés économiques récentes (hostilité aux travailleurs immigrés, aux résidents étrangers acheteurs de terres, aux concurrents commerciaux, etc...)- Cette conjonction réussira-t-elle?

Tout cela débouche sur le grand débat européen qui déferle au moment où notre colloque se prépare. Il est donc trop tôt pour en dire davantage, sinon pour rappeler cette évidence que, du point de vue national, la France de 1979 n'est plus ce qu'elle était en 1914. A la limite, sa crise de conscience évoquerait plutôt celle de 1815...

Les consciences régionales des minorités culturelles sont en essor

On ne s'étonnera pas que, réciproquement, les régionalismes aient le vent en poupe. Tout ce que perd en autorité morale et en influence le patriotisme central leur facilite la voie.

25. Nous pensons à la condamnation de *l'Action française* par le pape Pie XI en 1926.

26. Pour favoriser une mission évangélique universelle, il est clair que, à l'ère de la décolonisation, l'Eglise doit miser sur le 'tiers monde' et se dissocier des impérialismes européens. Elle peut donc parfois couvrir même les engagements politiques anticolonialistes de certains catholiques. C'est ce qui permit à un républicain laïque et patriote traditionnel d'écrire en 1957 un livre intitulé *Le Vatican contre la France d'outre-mer ?* (François Méjan, chez Fishbaker).

27. Elle a été presque patente en 1952-54, au temps de la lutte contre le projet de Communauté européenne de défense. On pense aussi à l'élection présidentielle de 1969, où l'abstention volontaire des communistes permit à Pompidou (gaulliste) de l'emporter sur l'europpéen' Poher, que la gauche libérale soutenait.

C'est pour cela sans doute que la période de l'entre deux guerres²⁸ a vu quelques nouvelles étapes des expressions autonomistes bretonne et corse, bien faibles avant 1914; l'entre deux guerres voit apparaître, avec l'Alsace recouvrée, l'autonomisme alsacien; en revanche, dans les pays de langue d'Oc, le félibrige, déjà bien constitué avant 1914, ne fait que se prolonger sans changement appréciable.

Une nouvelle étape, plus importante, surgit avec la deuxième guerre mondiale. Les allemands avaient tenté d'utiliser contre la France les autonomismes alsacien, breton et flamand, et certains leaders leur avaient cédé. Quant à Vichy, son idéologie officielle passiste, ruraliste, cléricale, contrerévolutionnaire, coïncidait si fort avec les nostalgies provincialistes qu'on vit sans étonnement le plupart des Félibres cautionner 'l'Etat français'.

Ces compromissions facilitèrent indirectement la cause du régionalisme d'après la Libération, en permettant l'élimination de ses anciens représentants, une relève complète des générations, et une nouvelle orientation politique et sociale. La mutation la plus caractéristique est celle qui s'opère alors dans le Midi de langue d'Oc. L'occitanisme qui se dresse pour faire pièce au félibrige, c'est tout à la fois la Résistance contre l'esprit de Vichy, la jeunesse contre les anciens, des gens modestes contre de vieux notables; du point de vue théorique, c'est l'accent mis sur le thème langue (la langue seule est commune à toute l'Occitanie) contre l'accent mis sur le thème histoire (Mistral ignorait l'Occitanie, il parlait Provence, Languedoc, Limousin...); du point de vue politique enfin, c'est l'acceptation de cootoyer des forces de gauche, d'assumer les problèmes des villes, les problèmes du travail (même si, en fait, la langue d'Oc est infiniment moins présente en ville qu'à la terre). Ce passage de droite à gauche se retrouverait tout aussi bien dans l'analyse des situations corse ou bretonne.

Au-delà de la guerre de 1939-45 et des effets moraux que nous venons de dire, l'après-guerre est plus important encore. Nous avons déjà fait allusion à la décolonisation; outre l'effet, déjà signalé, qu'elle a pu avoir en déconsidérant le nationalisme français, elle a pu diffuser un certain romantisme des mouvements d'indépendance, bien oublié depuis 1848. En révolutionnaire sans frontières, Che Guevara, c'est un peu la version vingtième siècle de Garibaldi. Mais surtout survient le nouvel élan d'industrialisation et d'urbanisation qui bouleverse la France à partir des années 50. Il a, par deux biais au moins, donné des aliments aux aspirations et aux protestations régionalistes.

D'abord la vie moderne, urbaine, industrielle, fatigante même dans le confort, les mass-medias envahissants et uniformisants, toute cette 'massification',²⁹

28. Rappelons qu'on trouvera les éléments factuels précis dans les deux volumes initialement cités, le numéro spécial des *Temps Modernes* de 1973 et le recueil de Strasbourg (*Régions et régionalismes en France...*).

29. L'expression est de Yves Person, Introduction au n° cité des *Temps Modernes*.

comme on dit, du quotidien suscitent sous nos yeux Paspiration au repli vers le singulier, le naturel, le provincial, 'les sources'. Pas de régions, bien sur, qui n'en bénéficient, pas de campagnes, pas de petites villes, mais il est clair que la nostalgie et le goût de la différence profitent davantage aux régions dont une histoire, un folklore et une ancienne langue font la personnalité plus accentuée.

Surtout, cette évolution économique porte à son paroxysme la fameuse 'loi du développement inégal'.³⁰ Bien des régions périphériques perdent leurs industries traditionnelles devant la concurrence des grandes villes, voire des produits importés; les exploitations agricoles se concentrent, une minorité de cultivateurs 'compétitifs' gardent la terre, les enfants des autres vont chercher du travail dans les métropoles; ces villes sans usines et ces campagnes retournées en partie à la friche deviennent 'pittoresques' et sont la proie d'une sur-exploitation touristique saisonnière ou permanente qui va parfois jusqu'à peser sur le prix des terres et à concurrencer l'agriculture elle-même; heureux encore quand un site dépeuplé n'est pas choisi pour lieu d'implantation d'un camp militaire, d'une centrale électrique à énergie nucléaire ou d'un lac de barrage. On connaît les éléments de ce réquisitoire, souvent pathétique. Il serait facile d'en personnaliser chaque exemple, mais là n'est pas notre propos.

Il convient plutôt de remarquer ici que, par analogie avec ce que nous disions tout à l'heure de la France sous-développée des environs de 1830, la France mise à mal de 1970 coïncide *beaucoup, mais incomplètement* avec celle des anciennes minorités linguistiques. La Bretagne, le Massif Central, la Provence, et d'autres régions bouleversées, sont aussi de ces anciennes régions à minorités; mais on pourrait citer des pays de fort ancienne francophonie qui sont ruines, et des pays occitans qui ne se portent pas trop mal.

Il su f fit cependant que dans quelques cas spectaculaires (les cas breton et corse sont les plus nets) la situation de particularisme culturel et la situation de marasme économique coïncident pour que les régionalismes de type actuel s'en emparent et lancent, non sans quelque abus de langage, la notion de 'colonialisme intérieur'. On en est là aujourd'hui.

*La réponse du régionalisme officiel*³¹

Elle est extrêmement faible, et jugée par les régionalismes actifs franchement négative. Elle n'a guère de rapports en effet avec les aspirations 'nationalitaires' dont on vient de voir l'expression.

D'abord, il serait logique, à ce dernier point de vue, que les régions à particularité linguistique aient un sort différent de celui des régions éventuelles de la Fran-

30. Formule léniniste reprise par Robert Lafont, *ibidem*.

31. Exposé détaillé des décisions successives dans G. Burdeau, *Traité*, II.

ce 'française'. C'est ce qui a lieu en Italië, comme on sait, avec les statuts spéciaux pour les régions autonomes de Sicile, Val d'Aoste, etc... Mais il n'y a rien de tel chez nous. La France d'aujourd'hui est-elle plus régionalisée que celle du dix-neuvième siècle? En apparence oui, puisqu'il y a des régions. Mais il convient de voir de plus près les raisons de leur création, et l'exacte portée de leur statut. La région apparaît avec le régime de Vichy. En apparence elle accompagne le discours passéiste qui, par hostilité à l'oeuvre de 1789, exalte la province et méprise le département. En fait la réforme de Vichy consiste à créer dans quelques grandes villes un préfet régional qui a autorité sur ses collègues des départements de son ressort et peut en coordonner l'action. Il n'y a là rien d'autre que l'amélioration technique du fonctionnement d'un Etat, qui n'a jamais été si autoritaire et centraliste, puisque, par ailleurs, il supprime partout les élections, même au niveau municipal.

En 1944, d'Alger, le gouvernement provisoire de la République française désigne des commissaires de la République, qui viendront s'asseoir dans les fauteuils des préfets régionaux de Vichy. Paradoxe? non, car il s'agit d'une institution conçue comme provisoire, et liée à l'hypothèse d'après laquelle dans la bataille de la Libération, le territoire français pourrait être libéré par portions successives, avec d'abord des Communications difficiles entre elles et la capitale.

Aussi l'instance régionale, compromise par Vichy, et gardée par la Libération pour des raisons purement pratiques, est-elle supprimée tout naturellement en 1946. Lorsqu'elle reparait en 1948, à l'instigation de M. Jules Moch, ministre de l'Intérieur, c'est encore pour faire face à un problème de pouvoir, en clair pour renforcer l'Etat en face de grandes grèves où l'on croit voir une tentative de subversion communiste. Les 'préfets IGAME' (inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire) sont, comme les préfets régionaux de Vichy, des super-préfets qui peuvent coordonner l'action commune éventuelle de leurs collègues les préfets des départements voisins. On est aux antipodes du régionalisme et plus encore de la décentralisation.

On ne s'en rapproche guère avec l'institution des 'régions de programme', première étape vers la création des régions que nous connaissons aujourd'hui. La raison cette fois n'est plus de pure politique, elle est économique. Elle part de l'idée, nouvelle, que l'Etat - même libéral - doit assumer de nos jours une mission économique, matérialisée par le Plan, par l'aménagement du territoire', etc..., et que, pour cela, le département est décidément trop petit; il n'est plus à l'échelle des créations économiques actuelles. Il y a encore là une idée technique, et non pas une volonté de changer quelque chose à l'essence unitaire de la France. L'un des premiers hommes d'Etat à avoir plaidé pour un département agrandi n'est autre que M. Michel Debré, dont le classicisme en matière de conception de la Nation française est notoire.

Nos vingt-et-une, puis vingt-deux régions sont donc découpées selon une rationalité qui se veut économique. Comme on l'a déjà dit, elles ne tiennent pas compte des aires linguistiques. Elles ne tiennent pas compte non plus des anciennes provinces, coupant en deux la Normandie ou le Languedoc, amputant la vieille Bretagne du département de la Loire maritime, etc... Leur nomenclature est sui generis, bizarre amalgame de noms de provinces, de noms de départements, et de noms de géographie pure (Poitou-Charente, Provence-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées, etc...). La coïncidence stricte avec un pays historique et naturel est extrêmement rare (Corse), encore est-elle une concession récente 'aux difficultés de Île' (sinon à l'agitation autonomiste).

Enfin, comme si l'on craignait qu'une conscience régionale ne prenne corps malgré tout dans ces cadres peu adéquats, le statut actuel ne comporte aucune représentation populaire par suffrage universel. Les préfets de région sont bien assistés de deux conseils, l'un plus politique et l'autre plus économique, mais même le premier est composé par une élection au second degré: députés, délégués des conseils généraux des départements et des conseils municipaux des grandes villes, etc... Cela ne donne pas au président du conseil régional, généralement un notable qui cumule déjà plusieurs autres mandats politiques, une assise bien populaire non plus qu'une physionomie bien marquée.

Telle est la situation actuelle du régionalisme officiel assumé par notre Etat; il est vaguement décentralisateur en intention, pas du tout fédéraliste, et absolument pas 'nationalitaire'.

Interrogations au régionalisme révolutionnaire

Oserons-nous écrire que les nouveaux régionalismes, en l'état actuel des choses, ne sont pas plus satisfaisants? On peut s'interroger sur leur représentativité. Si l'on perçoit bien, à l'œil nu en quelque sorte, la croissance dans l'opinion des patriotismes régionaux, et du goût sentimental et culturel pour 'le pays', on voit mal s'ils se lient toujours aux autonomismes politiques ou s'ils en restent distincts. Et ceux-ci, surtout quand ils sont violents, combien de personnes les approuvent-elles, effectivement, platoniquement, ou pas du tout? A ce jour aucun test objectif ne l'a dit. Seul fait avéré, l'apparition de groupes d'action et de propagande. Pur volontarisme de 'groupuscules'? ou avant-garde d'un mouvement plus général? on ne peut le savoir.

On peut s'interroger sur leurs analyses. La plupart des groupes tiennent encore un discours de dénonciation de l'Etat français, de la République et de son école, qui surestime beaucoup la responsabilité de ces derniers dans le déclin ou la disparition des langues régionales. En fait l'Etat admet aujourd'hui l'enseignement des langues régionales à l'école publique,³² et pourtant celles-ci voient leur déclin

32. Depuis une loi Deixonne votée vers la fin de la Quatrième République.

s'accentuer. Après un siècle ou presque d'école française, les parlers locaux tenaient bon; et voici qu'en quelques années on a l'impression qu'ils sont en péril de mort. N'est-ce pas désigner la responsabilité véritable, qui est celle de la métamorphose économique récente par laquelle les anciens genres de vie disparaissent et avec eux les faits culturels dont ils étaient le support? Le discours subversif du régionalisme nationalitaire réparti mal, nous semble-t-il, ses coups entre les cibles possibles: trop de coups contre la République, pas assez contre le Capital.

Il est vrai que, de plus en plus, les nationalitaires répondent spontanément à cette dernière objection en se déclarant hautement pour le socialisme. Mais on peut alors s'interroger sur leur programme en fonction des difficultés prévisibles de cette option.

Comment viendra le socialisme en Bretagne, par exemple? dans le cadre d'un socialisme établi partout en France? ou dans la foulée de la séparation d'avec la France? Si l'on mise sur la première stratégie, il n'est pas nécessaire de faire une action autonomiste ou séparatiste impopulaire hors du groupe qu'elle concerne, il suffit de veiller à ce que les forces socialistes françaises qui seraient demain au pouvoir (par hypothèse) aient une politique saine des régions et des cultures. Si au contraire l'on mise sur la deuxième, il faut s'interroger sur le genre de rapports que pourrait avoir une Bretagne socialiste avec une France centrale résiduelle qui resterait fort probablement capitaliste? ils ne seraient sans doute pas excellents, et substitueraient leurs difficultés à celles que l'on veut guérir.

Car il y a des liens, matériels et humains, entre tous les coins de France, et c'est encore une interrogation que pose, ou que devrait poser, le mouvement régionaliste nationalitaire qui vient de faire irruption dans notre histoire récente.

En admettant qu'on pose pour légitime *en droit* la séparation d'avec la France d'un pays francisé jadis non-français, reste *qu'en fait* l'histoire a créé des liens intimes par des échanges de populations: il y a des centaines de milliers de Français 'du Nord' en 'Occitanie' et 'd'Occitans' dans le 'Nord'. Des échanges de population sont inimaginables; il faut donc envisager que chaque nation nouvelle issue des éventuelles sécessions aurait à vivre avec d'énormes contingents d'allogènes sur son sol. Il y a là, bien des précédents le prouvent, des sources de difficultés potentielles qui contre-balancent fortement les difficultés dont on espère l'allègement.

L'interrogation sur l'avenir nous ramène ainsi à l'examen du passé. Le dix-neuvième siècle dans l'histoire de France n'a pas été seulement celui du renforcement d'un Etat et de la construction d'un esprit national; il a été une période d'évolution économique dont le brassage des populations a été, comme partout, un caractère essentiel. Le fait que ce brassage ait eu des effets culturels que l'on peut déplorer ne signifie pas qu'on puisse les annuler si aisément; en tous cas pas en revenant sur le brassage. C'est pourquoi beaucoup pensent - même parmi les origi-

naires des régions jadis francisées - que la France existe, et que, si elle a encore et toujours besoin d'être humanisée et libéralisée, elle n'a pas à être dépecée.

Ces problèmes de géographie prospective peuvent enfin amener à une dernière interrogation, très actuelle: comment s'articulent la problématique nationalitaire et la construction européenne? Mais, sur ce point, à la date où nous écrivons, la situation politique et idéologique est si mouvante qu l'historien n'a, en tant que tel, rien à dire.

L'historien chargé de ce rapport n'a déjà eu que trop d'occasions de laisser paraître des sentiments ou des interrogations de citoyen d'aujourd'hui. C'est à peu près inévitable lorsqu'on doit mener une esquisse historique jusqu'au présent. On l'excusera dans la mesure où l'on pourra considérer que ces problèmes cruciaux ont été assez clairement énoncés.

The Regional Problem in Spain

RAYMOND CARR

The results of the elections of 1 March 1979 show the abiding importance of the regional issue in Spain and the necessity of finding a constitutional solution for the regional problem. In these elections the historic party of Basque nationalism, the PNV (Partido Nacionalista Vasco) which supports a generous grant of autonomy to the Basque Provinces, gained eight seats; the national Spanish parties, the socialists and the UCD - the centre party of the present Prime Minister Señor Suárez - gained twelve seats between them. Even more alarming, from the central government's point of view, was the relative strength of the extreme nationalist left: Herri Batasuna, the extreme left-wing separatist, nationalist party which supports the ETA militar (Euskadi Ta Azkatasuna) advocates of the armed struggle, won three seats and the left-wing nationalist party Euskadiko Ezquerria a single seat. Even more surprising was the victory of the Andalusian Socialist Party, PSA (Partido Socialista de Andalucía) with five seats, marking the emergence of a new brand of left-wing regionalism. In only one region - Catalonia - did the nationalist thrust show signs of weakening. Convergència i Unió, which was a coalition of parties committed to autonomy for Catalonia, dropped one seat from ten to nine. But this must not be interpreted as a weakening of the Catalan demand for autonomy: the Spanish parties of the left, the communists and socialists, and the UCD (Unión de Centro Democrático) in Catalonia are committed to autonomy, even though with varying degrees of enthusiasm.

This pattern was intensified in the recent April local government elections. In Andalusia the PSA was a decisive factor; in many towns its elected municipal councillors held the balance between left and right in a multi-party system, and were consequently the decisive factor in the election of mayors. In Seville itself, the capital of Andalusia, a PSA mayor was elected. Most significant of all is the position in the Basque provinces. The PNV captured control of the municipalities in the provincial capitals of Bilbao, San Sebastian and Vittoria. More alarming for the government was that Herri Batasuna in many municipalities came second to the PNV. In Navarre, the odd man out in the Basque provinces, while the PNV has collapsed Herri Batasuna, was within an ace of conquering the pro-